



Eurobaromètre Standard 78 Automne 2012

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PREMIERS RÉSULTATS

Terrain : novembre 2012

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication.

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Eurobaromètre Standard 78 / Automne 2012 – TNS Opinion & Social

Eurobaromètre Standard 78
Automne 2012

Premiers résultats

Étude réalisée par TNS Opinion & Social à la demande de la
Commission européenne,
Direction générale Communication

Etude coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication
(DG COMM Unité « Recherche et speechwriting »)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
I. LES EUROPÉENS ET LA SITUATION ÉCONOMIQUE	5
1. Évaluation de la situation actuelle : aspects généraux et personnels	5
2. Situation actuelle de l'économie au niveau national : tendance	6
3. Situation actuelle de l'économie au niveau national : résultats nationaux.....	7
II. LES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DES EUROPÉENS	8
1. Principales préoccupations au niveau national.....	8
2. Principales préoccupations au niveau national : résultats nationaux	9
3. Principales préoccupations au niveau personnel	11
4. Principales préoccupations au niveau européen : évolutions.....	12
5. Attentes pour les douze prochains mois : aspects généraux et personnels	13
III. LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES.....	14
1. Confiance dans le Gouvernement, le Parlement national et l'Union européenne : tendance	14
2. Image de l'UE : tendance.....	15
IV. LA CRISE.....	16
1. Soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une monnaie unique, l'euro : tendance	16
2. Impact de la crise sur l'emploi : tendance.....	17
3. Impact de la crise sur l'emploi : résultats et évolutions nationaux.....	18
4. Les conséquences de la crise sur l'Union européenne.....	20
5. Qui peut agir le plus efficacement contre la crise ?.....	21
V. EUROPE 2020	22
1. Importance perçue des initiatives de la stratégie Europe 2020 de l'Union européenne	22
2. Opinions sur les objectifs d'Europe 2020	24
3. Bilan	25
CONCLUSION.....	26
ANNEXES	
Spécifications techniques	

INTRODUCTION

Ce rapport présente les premiers résultats obtenus dans le cadre de l'Eurobaromètre Standard 78, qui a été réalisé entre le 3 et le 18 novembre 2012, dans 34 pays ou territoires¹ : les 27 Etats membres de l'Union européenne, les six pays candidats (la Croatie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), ainsi qu'auprès de la Communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre.

Ce rapport présentant les « premiers résultats » propose une sélection de données sur différents sujets tels que l'économie et la situation politique européenne. Il est publié conjointement aux résultats de l'Eurobaromètre Standard sur la crise économique et sur d'autres tendances politiques dans l'UE, qui sont repris dans un document annexe.

La précédente enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2012 (EB77) avait été marquée par la relative stabilité de la plupart des indicateurs portant sur la perception de la situation économique. Elle avait également mis en évidence une légère détérioration des indicateurs de soutien à l'Union européenne et à ses institutions : cependant, ces évolutions devaient être analysées à la lumière des baisses significatives enregistrées dans l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2011 (EB76).

Juste après le lancement de cette enquête de l'automne 2012, la Commission européenne avait publié ses prévisions économiques pour l'automne 2012² : celles-ci prévoyaient un faible taux de croissance annuel du PIB de 0.5% pour l'UE en 2013 ; dans la zone euro, le PIB était supposé rester stable. Une reprise est envisagée en 2014, avec une hausse attendue du PIB de l'ordre de 1.5% dans l'UE et la zone euro.

Plusieurs événements majeurs pour l'UE et ses institutions ont marqué les semaines et les mois précédant l'enquête. Des mesures importantes ont été prises en faveur d'une Union européenne plus intégrée : le Mécanisme européen de stabilité (MES) a été institué le 27 septembre, après sa ratification par l'Allemagne. Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire a été ratifié par plusieurs autres Etats membres, ce qui a constitué une étape de plus vers l'adoption au niveau de l'UE, laquelle devrait intervenir début janvier 2013. Un autre événement encourageant a été la reconnaissance officielle des travaux de l'UE en faveur de la démocratie, de la paix et des droits de l'homme via le prix Nobel de la Paix 2012 qui lui a été décerné le 12 octobre.

Des élections nationales se sont déroulées en Lituanie et aux Pays-Bas. Pendant l'enquête, le premier tour de l'élection présidentielle s'est tenu en Slovaquie. Dans l'enquête Eurobaromètre du printemps (EB77), les effets des récentes élections en France et en Slovaquie apparaissaient clairement, des évolutions des indicateurs économiques et des indicateurs de confiance dans les institutions politiques étant

¹ Veuillez consulter les spécifications techniques pour connaître les dates exactes des entretiens dans chaque pays.

² http://ec.europa.eu/economy_finance/eu/forecasts/2012_autumn_forecast_en.htm

enregistrées dans ces Etats membres de l'UE³. Dans l'enquête de l'automne 2012, les résultats obtenus dans ces pays indiqueront peut-être si ces hausses étaient uniquement une conséquence des changements politiques récents, ou une tendance positive plus durable dans l'opinion publique.

A l'extérieur de l'Europe, le 6 novembre, Barack Obama a été élu Président des Etats-Unis pour un deuxième mandat.

Ce rapport se concentre sur les résultats obtenus dans les 27 Etats membres de l'UE et est divisé en cinq grandes parties. La première partie examine la façon dont les Européens perçoivent la situation économique actuelle ; la deuxième porte sur les principales préoccupations des Européens et sur leurs attentes pour les douze prochains mois. Le rapport s'intéresse ensuite à l'opinion des personnes interrogées sur les institutions politiques, qu'il s'agisse du Gouvernement, du Parlement national, ou de l'UE et ses institutions. La quatrième partie est consacrée à l'euro et aux problèmes soulevés par la crise. Enfin, la cinquième partie analyse le point de vue des Européens sur les différentes initiatives de la stratégie Europe 2020, ainsi que leur évaluation de la direction prise par l'Union européenne pour sortir de la crise.

Ces questions ont déjà été posées lors des précédentes vagues d'enquêtes Eurobaromètre Standard, ce qui permet d'analyser les tendances de l'opinion.

³ Fortes augmentations de la plupart des indicateurs économiques et de la confiance à l'égard des institutions politiques nationales. Progression plus modérée de la confiance dans l'UE.

La méthodologie utilisée est celle des enquêtes Eurobaromètre de la Direction générale Communication (Unité « Recherche et speechwriting »)⁴. Une note technique relative aux entretiens réalisés par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est présentée en annexe à ce rapport. Elle précise également les intervalles de confiance⁵.

Les abréviations utilisées dans ce rapport sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
CZ	République tchèque	LU	Luxembourg
BG	Bulgarie	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
IE	Irlande	SI	Slovénie
IT	Italie	SK	Slovaquie
CY	République de Chypre***	FI	Finlande
LT	Lituanie	SE	Suède
		UK	Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque		
HR	Croatie	UE27	Union européenne – 27 États membres
TR	Turquie		
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine****	UE15	BE, IT, FR, DE, LU, NL, DK, UK, IE, PT, ES, EL, AT, SE, FI*
IS	Islande	NEM12	BG, CZ, EE, CY, LT, LV, MT, HU, PL, RO, SI, SK**
ME	Monténégro	ZONE EURO	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK
RS	Serbie	HORS EURO	BG, CZ, DK, LV, LT, HU, PL, RO, SE, UK

* UE15 fait référence aux 15 pays formant l'Union européenne avant les élargissements de 2004 et 2007

** Les NEM12 sont les 12 « nouveaux Etats membres » qui ont rejoint l'Union européenne lors des élargissements de 2004 et 2007

*** Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

**** Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

* * * * *

Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe qui ont pris le temps de participer à ce sondage.

Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.

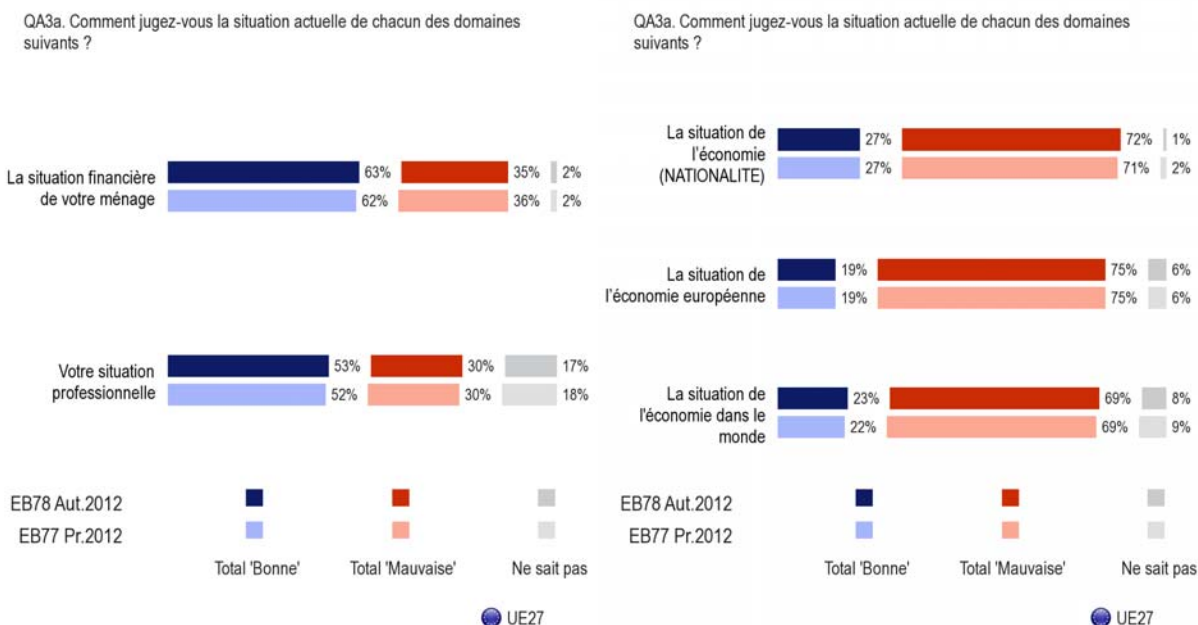
⁴ http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

⁵ Les tableaux de résultats se trouvent en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages mentionnés dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% lorsque la personne interrogée peut donner plusieurs réponses à la même question.

I. LES EUROPÉENS ET LA SITUATION ÉCONOMIQUE

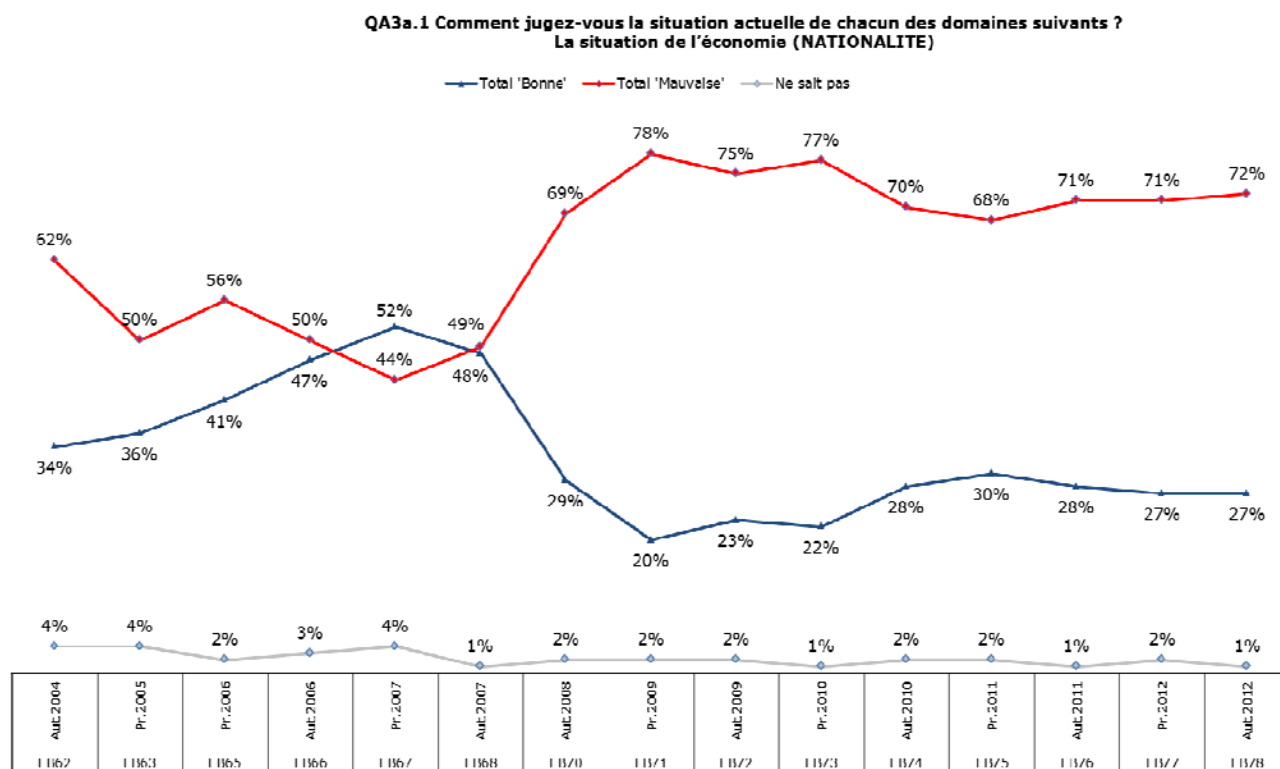
1. Évaluation de la situation actuelle : aspects généraux et personnels

Globalement, les résultats de l'évaluation par les Européens de la situation financière de leur ménage (+1 point de pourcentage) et de leur emploi (+1) sont quasiment stables par rapport à l'enquête précédente du printemps 2012, s'inscrivant dans la tendance d'une grande stabilité de ces indicateurs observée depuis l'automne 2011. La perception de la situation économique au niveau national (stable), au niveau européen (stable) et au niveau mondial (+1) reste également quasiment stable.



2. Situation actuelle de l'économie au niveau national : tendance

La perception de la situation économique nationale reste très pessimiste, s'inscrivant dans une tendance qui a débuté en 2007 et s'est accentuée depuis l'automne 2008 (EB70). La proportion d'Européens qui estiment que la situation de l'économie nationale est plutôt mauvaise ou très mauvaise est supérieure à deux tiers pour la neuvième fois consécutive. Les résultats complets au niveau de l'UE dans les 27 Etats membres masquent des situations très contrastées d'un pays à l'autre.

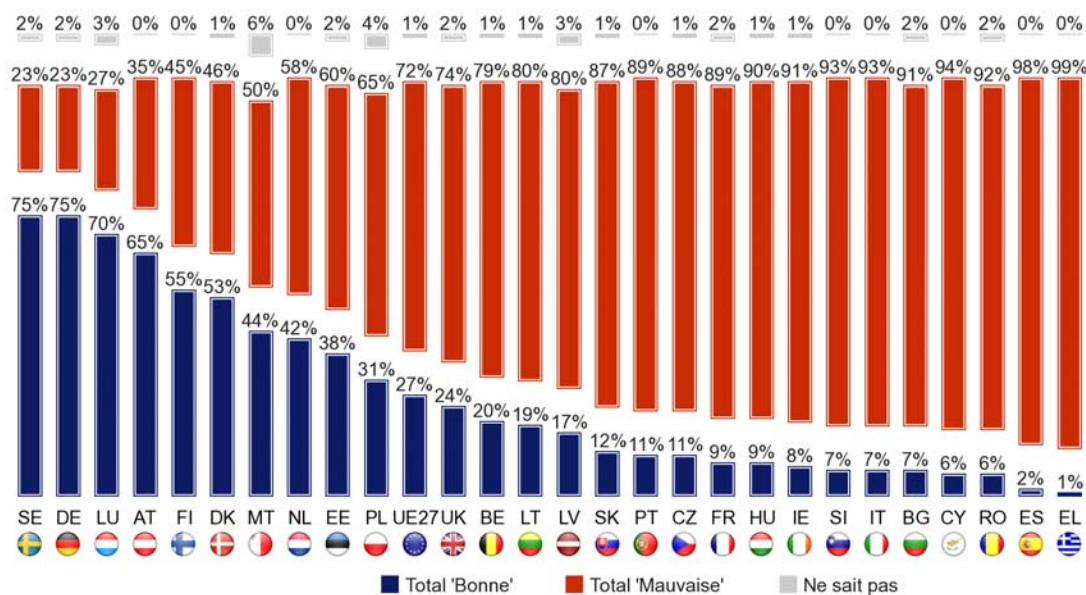


3. Situation actuelle de l'économie au niveau national : résultats nationaux

Il existe d'importantes différences entre les Etats membres de l'UE : en Suède, en Allemagne et au Luxembourg, plus de deux tiers des personnes interrogées considèrent que la situation de l'économie de leur pays est bonne. A l'inverse, cette proportion est inférieure à 5% en Espagne et en Grèce. Cependant, l'écart entre les pays s'est quelque peu réduit depuis l'enquête du printemps 2012 : si, à ce moment-là, les personnes interrogées étaient entre 83% et 0% à juger l'économie « bonne », elles sont maintenant entre 75% et 1% à être de cet avis. Les personnes interrogées dans les Etats membres de l'UE où l'optimisme était le plus élevé au printemps 2012 sont maintenant légèrement moins optimistes (Suède, Luxembourg, Allemagne et Finlande), tandis que celles qui étaient les plus pessimistes le sont un peu moins (Grèce, Espagne, Portugal et Irlande).

QA3a.1. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

La situation de l'économie (NATIONALITE)

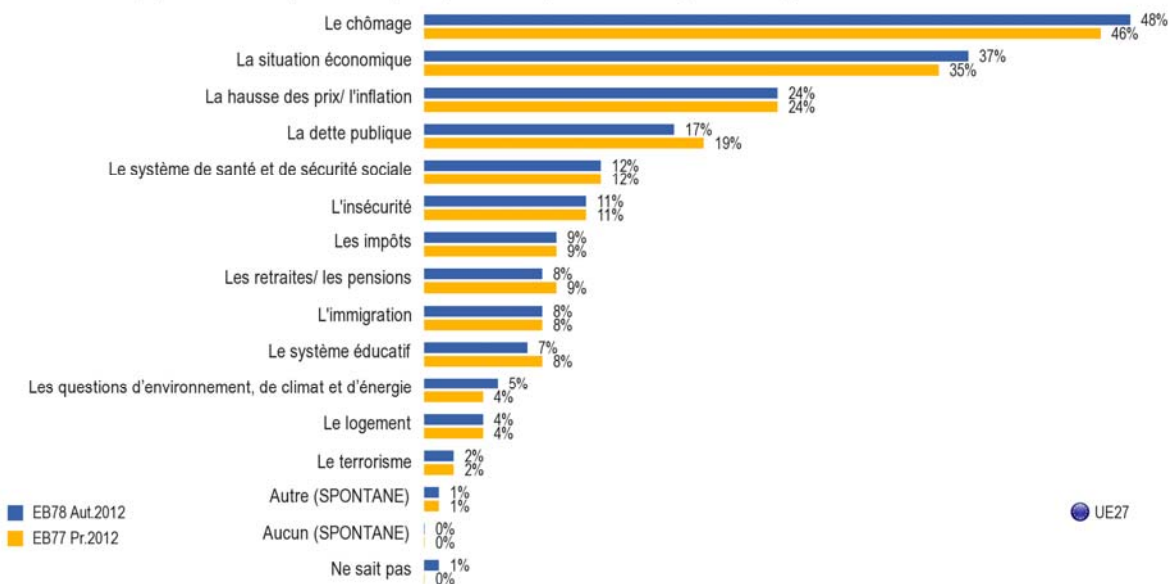


II. LES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DES EUROPÉENS

1. Principales préoccupations au niveau national

Les réponses concernant les principales préoccupations des Européens au niveau national sont relativement stables, les questions économiques occupant toujours le devant de la scène : le chômage (48%, +2 points de pourcentage, en première position), et la situation économique en général (37%, +2, en deuxième position). La hausse des prix, en troisième position, continue d'être citée dans les mêmes proportions qu'avant (24%) et la dette publique conserve sa quatrième place, malgré un léger recul (17%, -2). Les réponses relatives à d'autres préoccupations sont très stables et sont mentionnées par moins d'un Européen sur huit.

QA5a. A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?



2. Principales préoccupations au niveau national : résultats nationaux

Les préoccupations liées aux thèmes économiques continuent de l'emporter, entre autres, sur les questions sociales dans l'opinion publique européenne : dans chaque Etat membre de l'UE, le premier sujet d'inquiétude se rapporte directement à l'économie. Le chômage arrive en tête des préoccupations dans 18 Etats membres. Il est fortement cité en Espagne (78%), à Chypre (73%), ainsi qu'en Irlande, en Pologne et en Suède (65% dans les trois pays). Depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2012, il est devenu la principale préoccupation en Belgique et en Grèce. La situation économique est le premier sujet cité dans quatre Etats membres : Slovaquie (60%), Pays-Bas (55%), Roumanie (48%) et République tchèque (37%), et cette question arrive également en tête des préoccupations à Chypre (65 %) et au Danemark (58%). La hausse des prix est le principal sujet d'inquiétude en Estonie (58%), en Lituanie (43%), à Malte (39%) et en Autriche (36%), mais c'est également une vive préoccupation en Pologne (40%). Comme dans l'enquête du printemps 2012, l'Allemagne est le seul Etat membre où la dette publique est la principale préoccupation des personnes interrogées (34%).

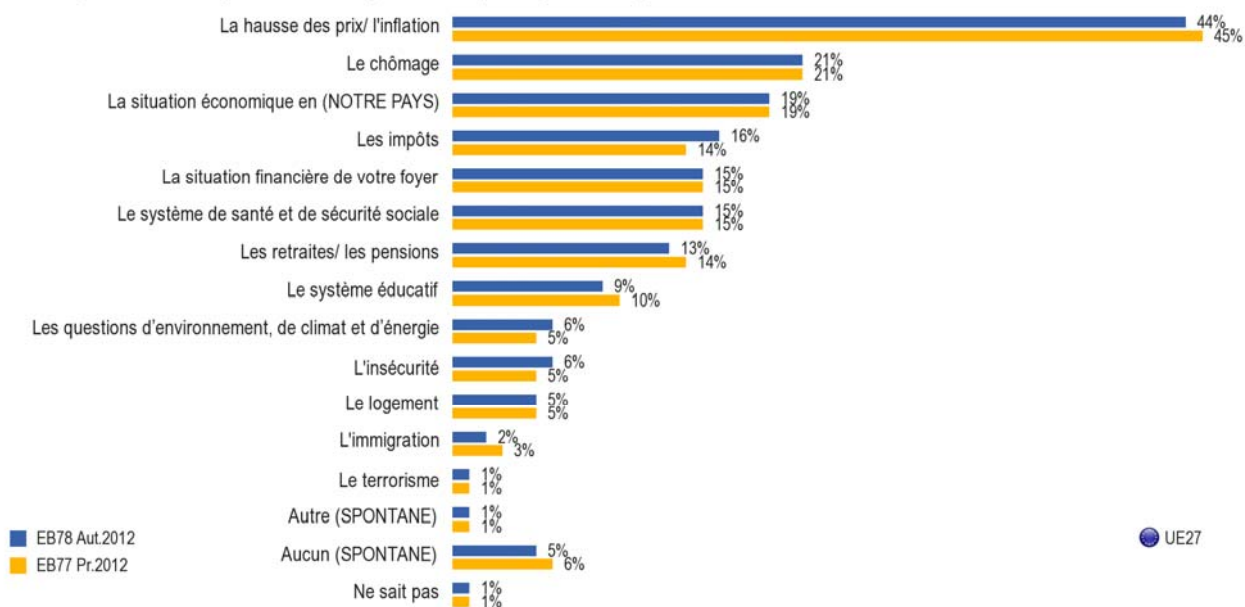
**QA5a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?
(les trois plus hauts pourcentages)**

	UE27		IE		LT		PT
Le chômage	48%	Le chômage	65%	La hausse des prix/ l'inflation	43%	Le chômage	57%
La situation économique	37%	La situation économique	43%	Le chômage	42%	La situation économique	43%
La hausse des prix/ l'inflation	24%	La dette publique	21%	La situation économique	36%	La hausse des prix/ l'inflation	25%
	BE		EL		LU		RO
Le chômage	44%	Le chômage	58%	Le chômage	45%	La situation économique	48%
La situation économique	40%	La situation économique	55%	La situation économique	31%	La hausse des prix/ l'inflation	37%
La hausse des prix/ l'inflation	23%	La dette publique	20%	Le logement	23%	Le chômage	32%
La dette publique	23%						
	BG		ES		HU		SI
Le chômage	55%	Le chômage	78%	Le chômage	59%	La situation économique	60%
La situation économique	41%	La situation économique	55%	La situation économique	40%	Le chômage	55%
La hausse des prix/ l'inflation	35%	La dette publique	10%	La hausse des prix/ l'inflation	30%	La dette publique	22%
		Le système de santé et de sécurité sociale	10%				
	CZ		FR		MT		SK
La situation économique	37%	Le chômage	55%	La hausse des prix/ l'inflation	39%	Le chômage	50%
La hausse des prix/ l'inflation	35%	La situation économique	35%	La situation économique	33%	La situation économique	40%
Le chômage	35%	La hausse des prix/ l'inflation	20%	La dette publique	24%	La hausse des prix/ l'inflation	38%
	DK		IT		NL		FI
Le chômage	61%	Le chômage	51%	La situation économique	55%	Le chômage	44%
La situation économique	58%	La situation économique	45%	Le système de santé et de sécurité sociale	46%	Le système de santé et de sécurité sociale	40%
L'insécurité	13%	Les impôts	28%	Le chômage	32%	La situation économique	28%
	DE		CY		AT		SE
La dette publique	34%	Le chômage	73%	La hausse des prix/ l'inflation	36%	Le chômage	65%
La hausse des prix/ l'inflation	29%	La situation économique	65%	La situation économique	32%	La situation économique	31%
La situation économique	22%	L'insécurité	12%	Le chômage	26%	Le système de santé et de sécurité sociale	28%
Le chômage	22%	La dette publique	12%				
	EE		LV		PL		UK
La hausse des prix/ l'inflation	58%	Le chômage	51%	Le chômage	65%	Le chômage	40%
La situation économique	37%	La situation économique	41%	La hausse des prix/ l'inflation	40%	La situation économique	30%
Le chômage	30%	La hausse des prix/ l'inflation	23%	La situation économique	26%	L'immigration	24%

3. Principales préoccupations au niveau personnel

Les principales préoccupations personnelles des Européens sont relativement stables, et restent largement dominées par la hausse des prix/ l'inflation (44%, -1). Le chômage (21%, stable) et la situation économique du pays (19%, stable) se classent respectivement en deuxième et troisième position des problèmes jugés les plus importants.

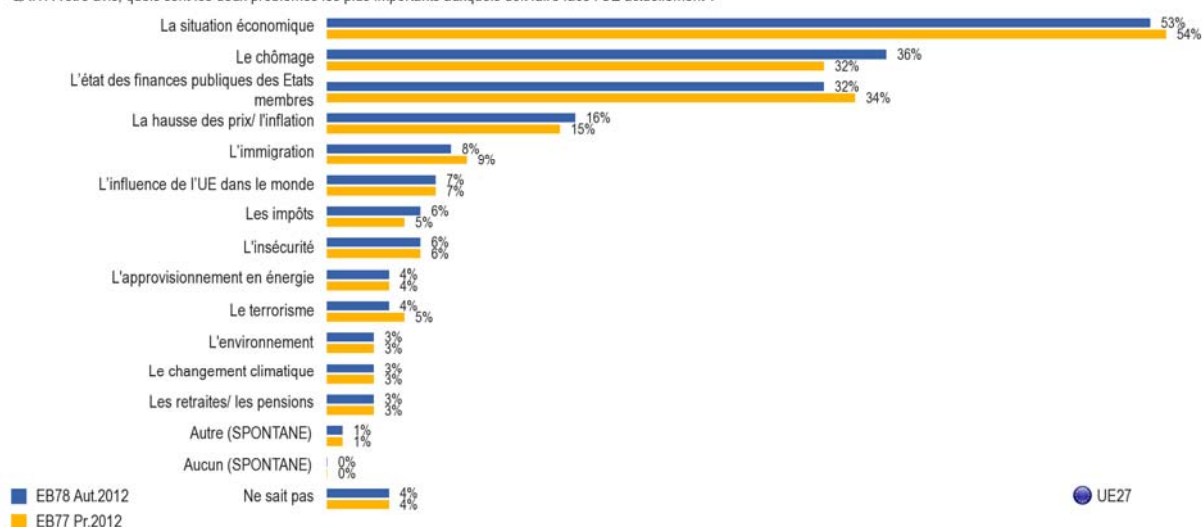
QA6a. Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?



4. Principales préoccupations au niveau européen : évolutions

La situation économique reste le problème le plus important auquel doit faire face l'UE d'après la plupart des Européens (53%, -1 point). Le chômage est un sujet de préoccupation croissant et figure maintenant en deuxième position des problèmes les plus fréquemment cités (36%, +4). La question de l'état des finances publiques des Etats membres occupe aujourd'hui la troisième place (32%, -2).

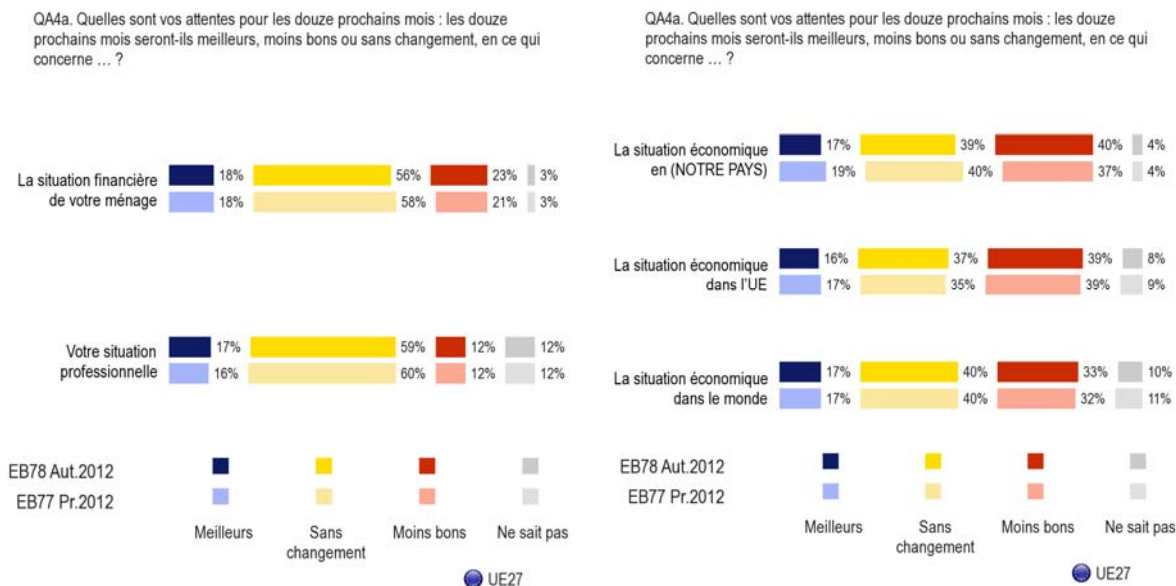
QA7. A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ?



5. Attentes pour les douze prochains mois : aspects généraux et personnels

Les attentes à court terme des Européens concernant leur situation financière et leur situation professionnelle sont restées relativement stables depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2012 (EB77). Dans les deux cas, une large majorité d'Européens estime qu'il n'y aura pas de changement au cours des douze prochains mois (respectivement 56%, -2 points et 59%, -1 point). Près d'un quart des personnes interrogées considèrent que la situation financière de leur ménage va se dégrader (23%, contre 18% qui estiment qu'elle va s'améliorer). S'agissant des prévisions relatives à leur situation professionnelle, 17% des Européens s'attendent à ce qu'elle s'améliore dans les douze mois à venir.

Les attentes exprimées concernant l'économie nationale au cours des douze prochains mois sont plus pessimistes qu'au printemps 2012 : la proportion d'Européens qui craignent que la situation se dégrade a augmenté (40%, +3 points), sans toutefois atteindre le niveau élevé enregistré dans l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2011 (EB76 : 44%). Les proportions sont restées quasiment les mêmes en ce qui concerne l'économie européenne (39%, stable) et l'économie mondiale (33%, +1).

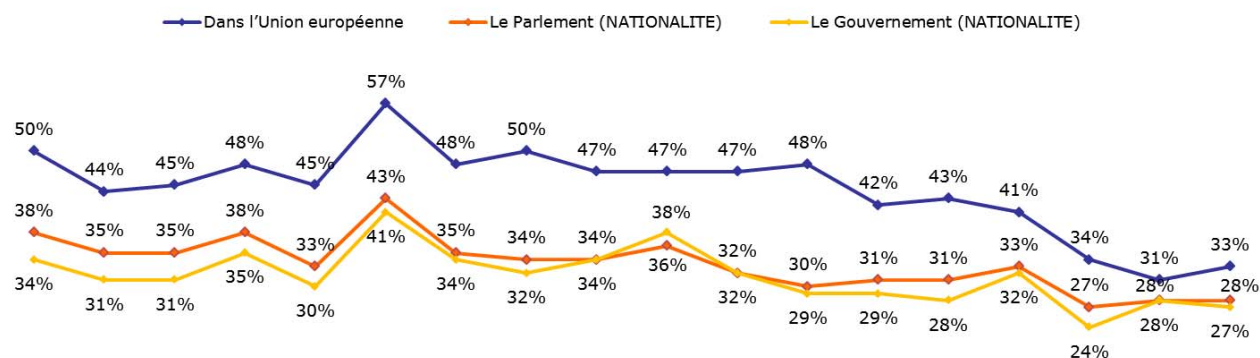


III. LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES

1. Confiance dans le Gouvernement, le Parlement national et l'Union européenne : tendance

La confiance dans l'Union européenne s'est améliorée depuis le printemps 2012 (33%, +2 points). Quoique limitée, cette hausse de 2 points est la plus importante depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2008 (EB69). La confiance dans l'UE est supérieure à celle exprimée à l'égard du Gouvernement national (27%, -1) et du Parlement national (28%, stable).

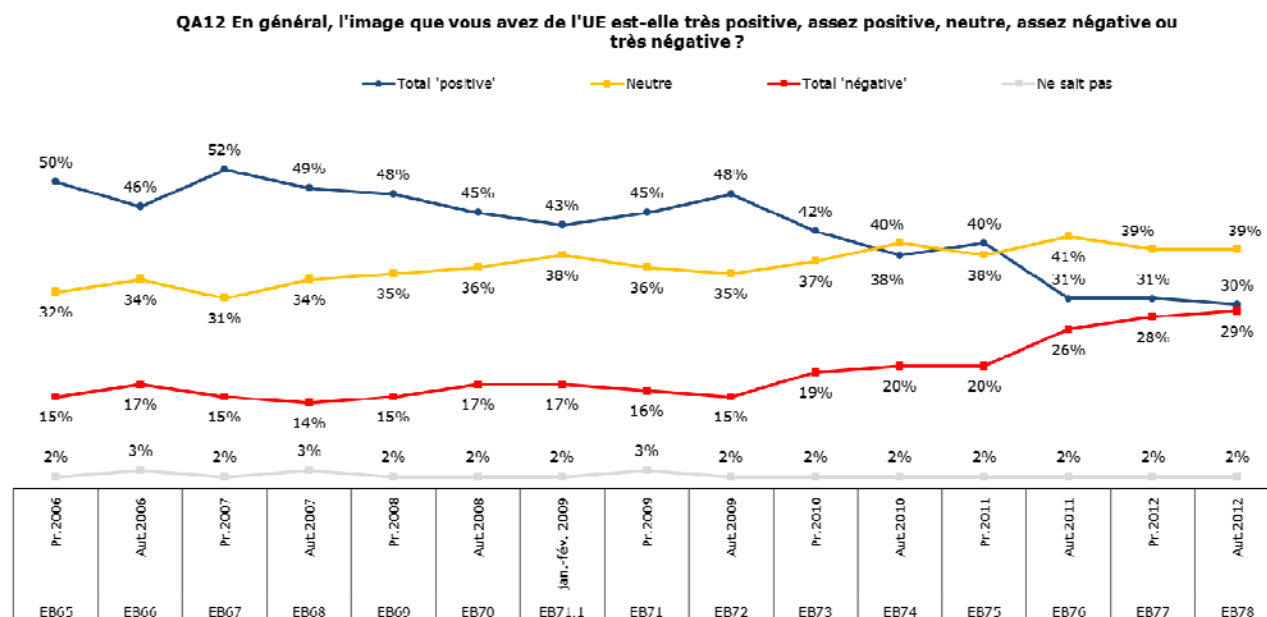
QA11 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.



Aut.2004	Pr.2005	Aut.2005	Pr.2006	Aut.2006	Pr.2007	Aut.2007	Pr.2008	Aut.2008	jan.-fév. 2009	Pr.2009	Aut.2009	Pr.2010	Aut.2010	Pr.2011	Aut.2011	Pr.2012	Aut.2012
EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB70	EB71.1	EB71	EB72	EB73	EB74	EB75	EB76	EB77	EB78

2. Image de l'UE : tendance

Une majorité relative d'Européens a une image neutre de l'UE (39%, stable). La proportion de personnes interrogées affirmant avoir une image positive de l'UE a légèrement reculé (30%, -1), tandis que celles qui en ont une image négative sont un peu plus nombreuses (29%, +1), s'inscrivant dans la tendance observée depuis l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2009 (EB72).

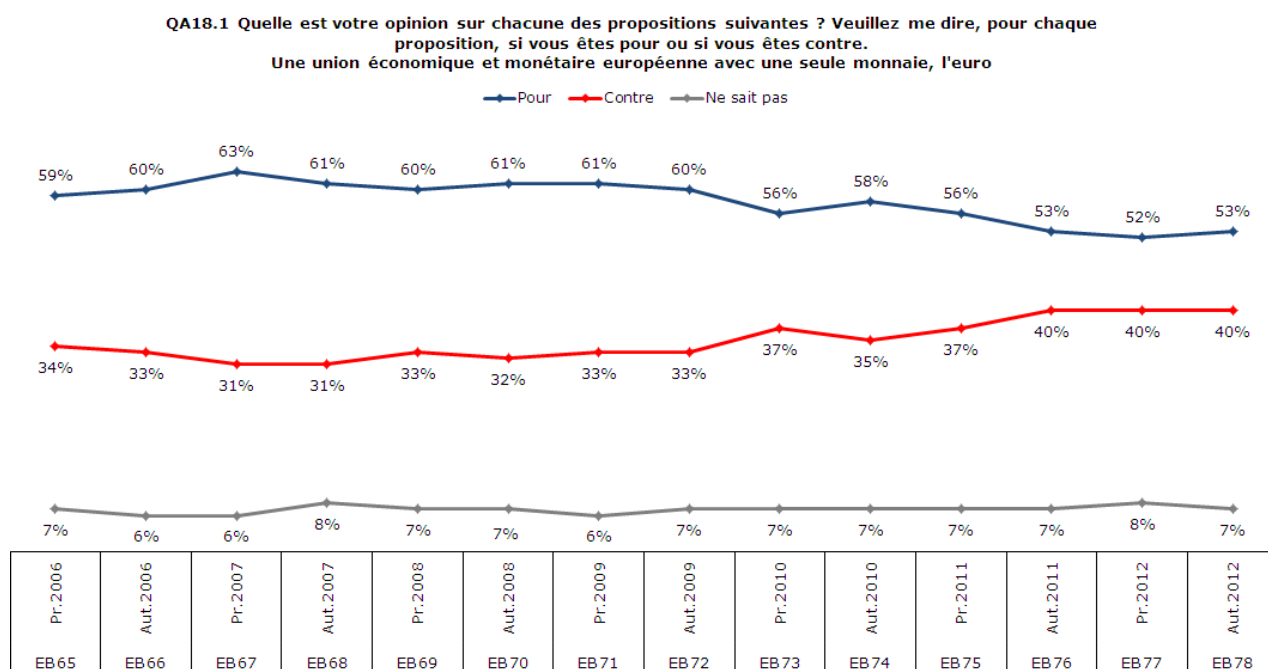


IV. LA CRISE

1. Soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une monnaie unique, l'euro : tendance

Le soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro, est resté à peu près stable : plus de la moitié des Européens (53%, +1 point depuis le printemps 2012) sont pour, et 40% contre (stable).

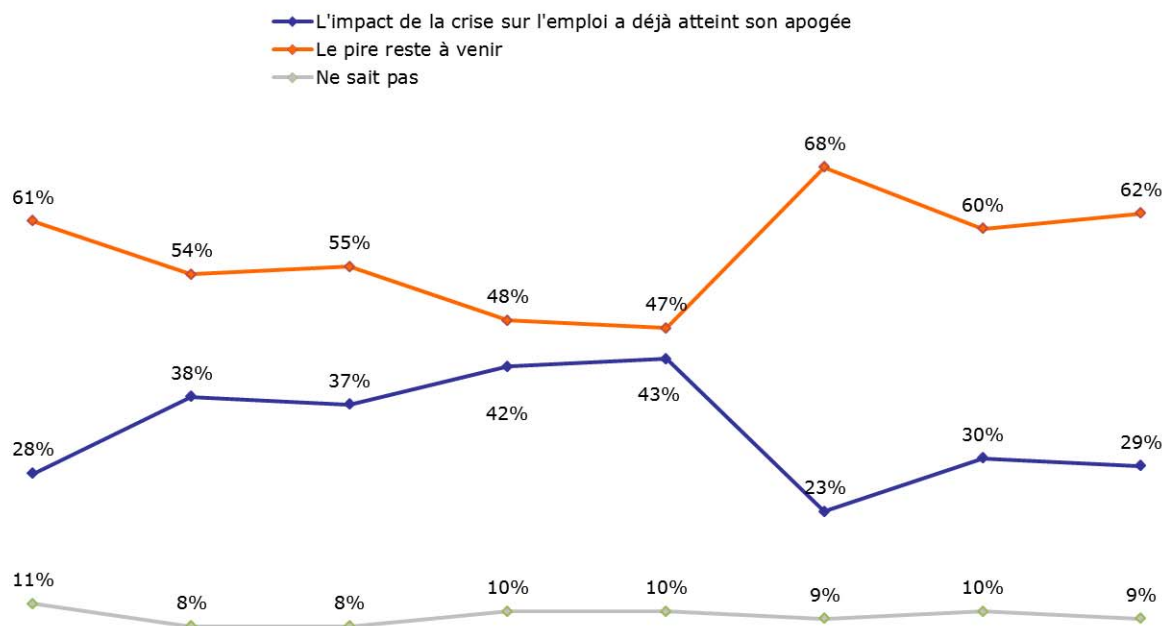
La plupart des Européens continuent de soutenir la monnaie unique, mais la moyenne à l'échelle de l'UE masque des opinions très contrastées dans les différents Etats membres de l'UE : deux tiers des personnes interrogées y sont favorables dans la zone euro (66%), alors qu'elles ne sont que 30% à l'être en-dehors de la zone euro.



2. Impact de la crise sur l'emploi : tendance

Plus de six Européens sur dix considèrent que « le pire reste à venir » concernant l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi (62%) ; en outre, ils sont un peu plus nombreux qu'au printemps 2012 à s'exprimer ainsi (+2 points). En revanche, 29% des personnes interrogées (-1) jugent que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée. Après la très nette dégradation de l'opinion publique enregistrée à l'automne 2011 (la proposition « le pire reste à venir » ayant connu une hausse de 21 points, à 68%), l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012 avait permis d'observer un recul de ces avis négatifs (-8 points de pourcentage, à 60%). Cependant, cette tendance positive n'a pas duré longtemps, et le pessimisme gagne à nouveau du terrain. La situation est maintenant quasiment la même que la première fois que cette question a été posée, en mai-juin 2009 (61%, contre 28% pour qui l'impact de la crise sur l'emploi avait déjà atteint son apogée).

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer; d'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

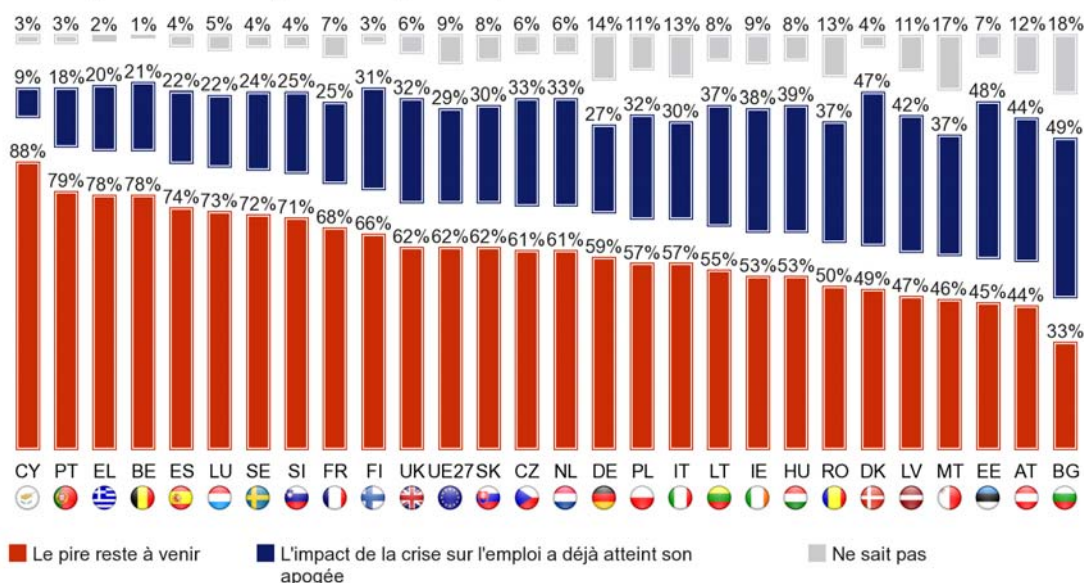


mai-juin 2009	Aut. 2009	Pr. 2010	Aut. 2010	Pr. 2011	Aut. 2011	Pr. 2012	Aut. 2012
EB71.2	EB72	EB73	EB74	EB75	EB76	EB77	EB78

3. Impact de la crise sur l'emploi : résultats et évolutions nationales

L'opinion publique est très divisée dans les Etats membres de l'UE quant à la question de savoir si « le pire reste à venir » en ce qui concerne l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi. Si plus des trois quarts de la population sont de cet avis en Belgique (78%), en Grèce (78%), au Portugal (79%) et à Chypre (88%), cette proportion tombe à 45% en Estonie et à 33% en Bulgarie : dans ces deux Etats membres, c'est l'opinion d'une minorité de personnes interrogées. Malgré ces disparités, ceux qui estiment que le pire reste à venir sont majoritaires dans 24 Etats membres ; en Autriche, les personnes interrogées sont parfaitement partagées sur cette question.





























QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?



Même si l'évolution au niveau de l'UE a été relativement limitée, la tendance au pessimisme est plus visible au niveau national et a augmenté dans 19 pays, notamment de manière frappante en Suède (+14 points, 72%), en Belgique (+13, 78%), en Slovaquie (+13, 62%) et à Chypre (+11, 88%). Cependant, il faut tenir compte du fait que dans l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012, le pessimisme avait reculé dans 23 Etats membres, y compris dans les quatre pays susmentionnés.

Dans la zone euro, les personnes interrogées sont légèrement moins nombreuses qu'au printemps 2012 à estimer que l'impact de la crise sur le marché de l'emploi a déjà atteint son apogée (27%, -2), tandis qu'elles sont plus optimistes dans les Etats membres situés à l'extérieur de la zone euro (34%, +2).

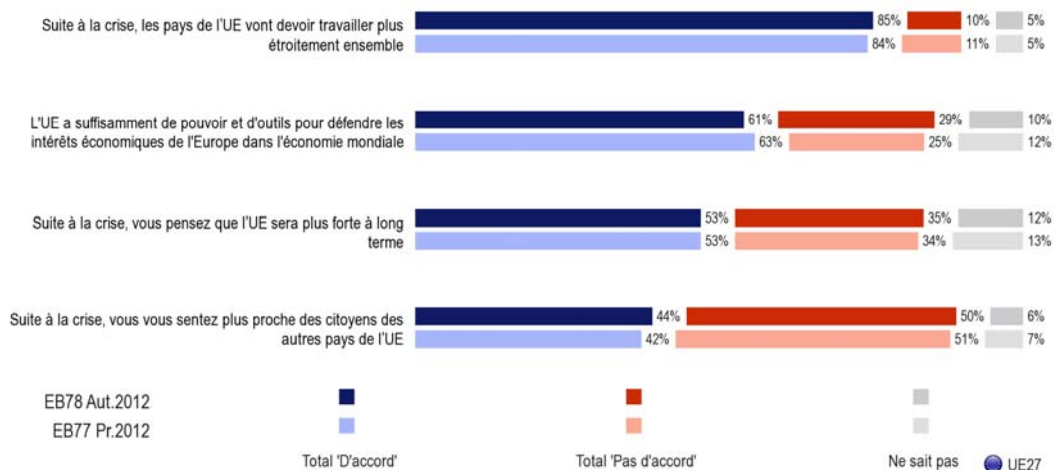
QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		Le pire reste à venir	Diff. Aut. 2012 - Pr. 2012	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Aut. 2012 - Pr. 2012	Ne sait pas	Diff. Aut. 2012 - Pr. 2012
	UE27	62%	+2	29%	-1	9%	-1
	Zone euro	64%	+3	27%	-2	9%	-1
	Hors-zone euro	58%	=	34%	+2	8%	-2
	SE	72%	+14	24%	-13	4%	-1
	BE	78%	+13	21%	-11	1%	-2
	SK	62%	+13	30%	-15	8%	+2
	CY	88%	+11	9%	-8	3%	-3
	FR	68%	+9	25%	-7	7%	-2
	RO	50%	+8	37%	-5	13%	-3
	CZ	61%	+7	33%	-7	6%	=
	LU	73%	+6	22%	-6	5%	=
	DE	59%	+5	27%	-5	14%	=
	DK	49%	+4	47%	-4	4%	=
	PL	57%	+4	32%	=	11%	-4
	SI	71%	+4	25%	-4	4%	=
	FI	66%	+4	31%	-2	3%	-2
	ES	74%	+2	22%	-1	4%	-1
	LT	55%	+2	37%	-1	8%	-1
	EE	45%	+1	48%	-2	7%	+1
	EL	78%	+1	20%	=	2%	-1
	NL	61%	+1	33%	-1	6%	=
	PT	79%	+1	18%	+2	3%	-3
	AT	44%	=	44%	+1	12%	-1
	HU	53%	-1	39%	=	8%	+1
	LV	47%	-2	42%	+1	11%	+1
	IT	57%	-5	30%	+5	13%	=
	BG	33%	-7	49%	+7	18%	=
	IE	53%	-7	38%	+4	9%	+3
	MT	46%	-10	37%	+6	17%	+4
	UK	62%	-11	32%	+10	6%	+1

4. Les conséquences de la crise sur l'Union européenne

Les opinions concernant les conséquences de la crise sur l'UE et ses citoyens ont peu évolué depuis l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012 : une large majorité d'Européens estime que les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble (85%, +1 point). Plus de la moitié des Européens pensent également que, suite à la crise, l'UE sera plus forte à plus long terme (53%, stable). Même s'ils restent une minorité, les personnes interrogées sont maintenant un peu plus nombreuses à déclarer se sentir plus proches des citoyens des autres Etats membres de l'UE (44%, +2). Enfin, un peu plus de six Européens sur dix considèrent que l'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale (61%, -2).

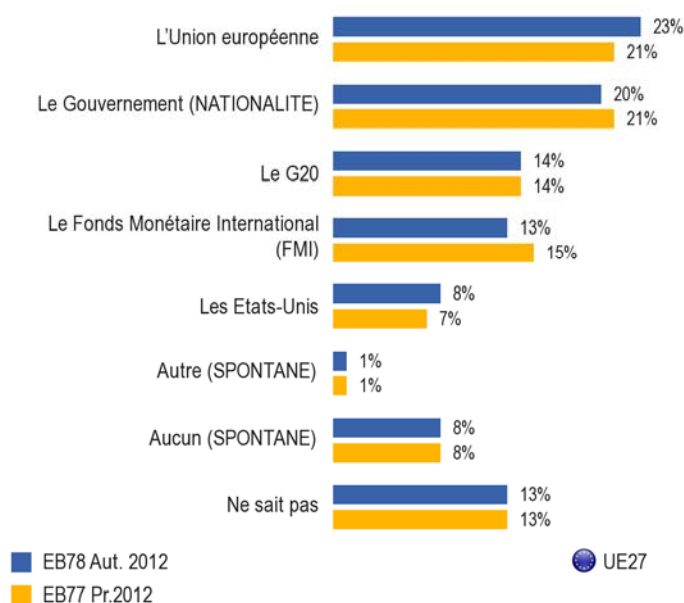
QC4. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.



5. Qui peut agir le plus efficacement contre la crise ?

L'UE conforte sa position d'acteur le mieux placé pour prendre des mesures efficaces contre la crise économique et financière : à la suite d'une hausse de deux points, près d'un quart des Européens sont maintenant de cet avis (23%). C'est la huitième fois consécutive que les Européens placent l'UE en tête. Le Gouvernement national prend la deuxième place (20%, -1), devant le G20 (14%, stable), et le FMI qui arrive en quatrième position (13%, -2).

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



V. EUROPE 2020

1. Importance perçue des initiatives de la stratégie Europe 2020

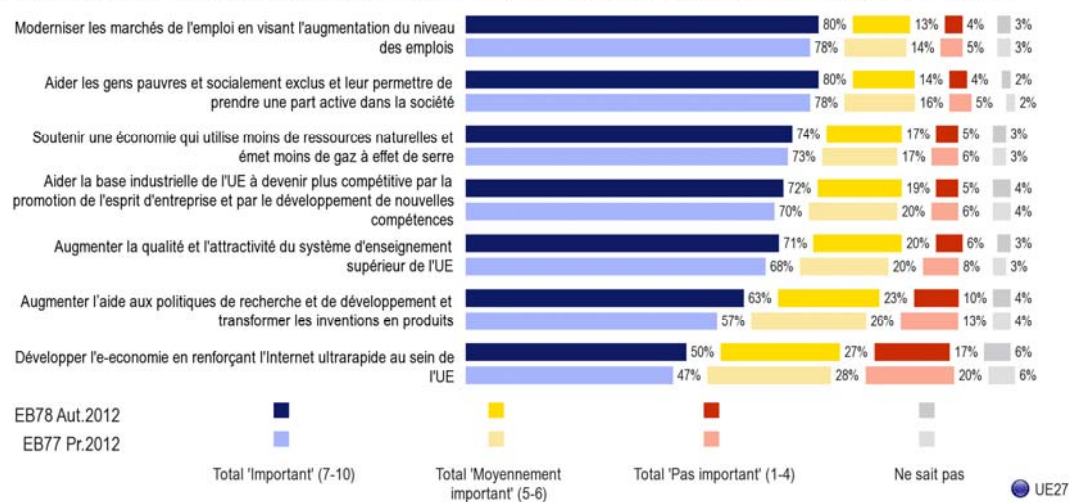
Le soutien de l'opinion publique en faveur de la stratégie Europe 2020 et de ses objectifs reste fort. Dans l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012, l'importance perçue de la plupart des initiatives de la stratégie Europe 2020 avait perdu du terrain par rapport à l'automne 2011. Cinq initiatives sur sept étaient concernées ; les deux exceptions étaient « moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois », stable, et « aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences », avec une augmentation d'un point. Dans cette nouvelle enquête Eurobaromètre, l'importance perçue de toutes les initiatives a augmenté. Le soutien de l'opinion publique en faveur de la stratégie Europe 2020, lancée en mars 2010 afin de préparer l'économie de l'UE aux défis de la prochaine décennie, a augmenté depuis le printemps 2012.

Deux initiatives sont jugées importantes par huit Européens sur dix : « moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois » (80%, +2 points depuis le printemps 2012) et « aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société » (80%, +2).

Plus de sept Européens sur dix estiment important de « soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre » (74%, +1), d'« aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences » (72%, +2) et d'« augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE » (71%, +3).

Les deux dernières initiatives sont également jugées importantes par de grandes majorités de citoyens européens, quoique dans une moindre mesure. De plus, une hausse sensible de l'importance perçue de ces deux initiatives a été enregistrée : +6 points pour « augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits » (63%) et +3 points pour « développer l'économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE » (50%).

QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".



2. Opinions sur les objectifs d'Europe 2020

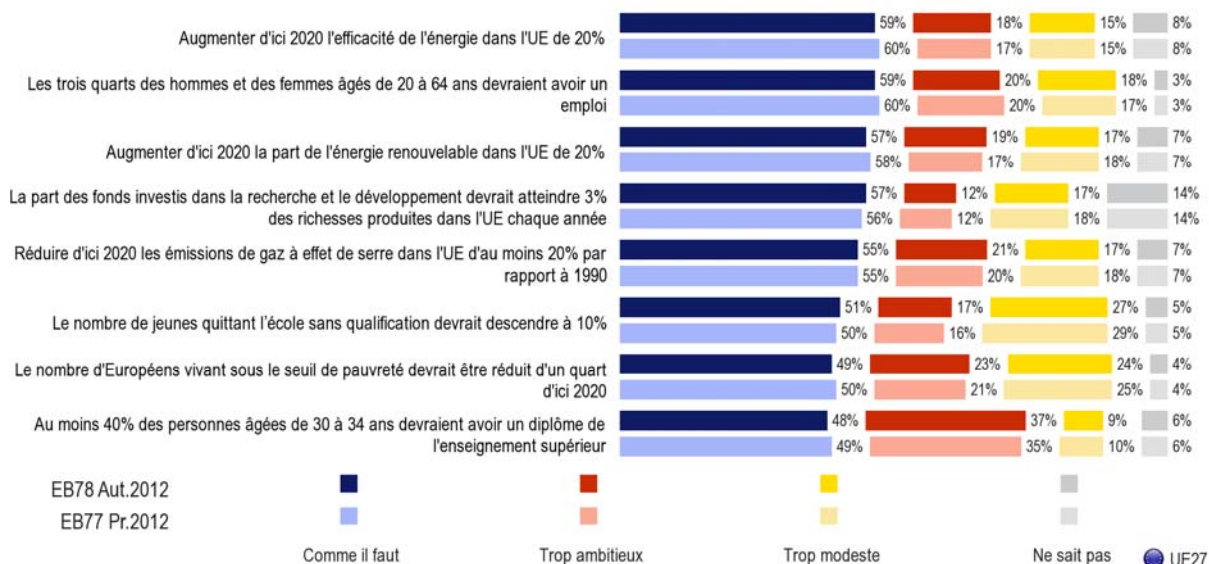
Les objectifs de la stratégie Europe 2020 de l'UE sont jugés « comme il faut » par une large majorité d'Européens. Cette opinion n'a que très peu évolué depuis le printemps 2012.

Les objectifs jugés les plus crédibles par les Européens sont d'« augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% » (59%, -1 point depuis le printemps 2012) et que « les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi » (59%, -1).

Au moins 55% des personnes interrogées portent un jugement similaire sur les trois objectifs suivants : « augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20% » (57%, -1 point), « la part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année » (57%, +1) et « réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 » (55%, stable). Plus de la moitié des Européens trouvent également raisonnable de chercher à réduire « le nombre de jeunes quittant l'école sans qualifications » à 10% (51%, +1).

Enfin, des majorités relatives d'Européens estiment que « le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020 » (49%, -1) et que « au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur » (48%, -1).

QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

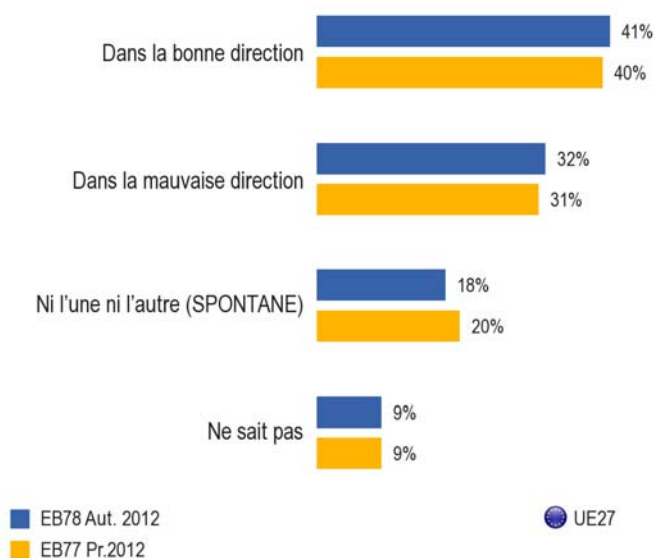


3. Bilan

Dans la logique de leur soutien à la stratégie Europe 2020 (une majorité de personnes interrogées jugeant les différentes initiatives importantes et les objectifs réalistes), les citoyens Européens estiment que l'Union européenne va « dans la bonne direction » pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux (41%, +1 point depuis le printemps 2012). En revanche, une importante minorité considère au contraire que l'UE va « dans la mauvaise direction » (32%, +1). Un peu moins d'une personne interrogée sur cinq répond spontanément que l'UE ne va ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction (18%, -2), et 9% (stable) déclarent ne pas savoir.

Si près de la moitié des personnes interrogées à l'extérieur de la zone euro estiment que l'UE va dans la bonne direction (49%, contre 29% qui considèrent qu'elle va « dans la mauvaise direction »), les opinions sont plus équilibrées au sein de la zone euro (37% contre 33%).

QB3. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?



CONCLUSION

Ce rapport se base sur les résultats obtenus aux questions de l'Eurobaromètre Standard concernant l'économie et la situation politique européenne. L'opinion des Européens sur leur propre situation et la situation économique de leur pays et dans l'Union européenne est restée relativement stable.

Après la détérioration enregistrée dans l'enquête de l'automne 2011, suivie de la légère amélioration générale mesurée au printemps 2012, les résultats de cette nouvelle enquête Eurobaromètre Standard sont globalement plutôt stables en ce qui concerne la plupart des indicateurs : de larges majorités d'Européens continuent de porter un regard négatif sur la situation de l'économie aux niveaux national et européen ; d'importantes différences sont encore perceptibles entre les pays de l'UE, même si on observe certaines réductions entre les écarts nationaux. Les attentes pour les douze prochains mois sont également un peu plus pessimistes, en particulier en ce qui concerne l'économie nationale.

La crise économique et financière continue d'influencer les réponses des Européens tout au long de l'enquête ; c'est particulièrement le cas en ce qui concerne leurs principales préoccupations aux niveaux personnel, national et européen.

Un tiers des Européens disent avoir confiance dans l'Union européenne, et cette proportion a légèrement augmenté depuis le printemps 2012. L'Union européenne continue d'être considérée comme l'acteur le mieux placé pour prendre des mesures efficaces contre les effets de la crise. Malgré un léger recul, une large majorité d'Européens estime toujours que l'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale.

Les Européens qui considèrent que la crise économique aura des conséquences positives pour l'UE sont majoritaires : plus de huit personnes interrogées sur dix déclarent que les différents Etats membres de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble, et plus de la moitié estiment qu'au final l'UE sortira renforcée de la crise économique.

Enfin, le soutien en faveur de la stratégie 2020 reste élevé, et une majorité relative d'Européens juge que l'UE va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face à de nouveaux défis.

EUROBAROMÈTRE STANDARD 78

L'opinion publique dans l'Union européenne

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 3 et le 18 novembre 2012, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 78.1 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et speechwriting ».

La vague 78.1 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 78 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMETRE STANDARD 78 a été conduite également dans les six pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage
(au niveau de confiance de 95%)

tailles d'échantillon en lignes

résultats observés en colonnes

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.031	03/11/2012	18/11/2012	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.020	03/11/2012	11/11/2012	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.003	03/11/2012	14/11/2012	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.001	03/11/2012	18/11/2012	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.562	03/11/2012	18/11/2012	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.003	03/11/2012	18/11/2012	916.000
IE	Irlande	IMS Millward Brown	1.000	03/11/2012	18/11/2012	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.001	03/11/2012	17/11/2012	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.006	03/11/2012	18/11/2012	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.008	03/11/2012	18/11/2012	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.032	03/11/2012	18/11/2012	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	503	03/11/2012	18/11/2012	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.011	03/11/2012	18/11/2012	1.448.719
LT	Lituanie	TNS LT	1.019	03/11/2012	18/11/2012	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	502	03/11/2012	17/11/2012	404.907
HU	Hongrie	TNS Hoffmann Kft	1.028	03/11/2012	18/11/2012	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	03/11/2012	18/11/2012	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.016	03/11/2012	18/11/2012	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	993	03/11/2012	18/11/2012	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	03/11/2012	18/11/2012	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.015	03/11/2012	18/11/2012	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.014	03/11/2012	13/11/2012	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.014	03/11/2012	18/11/2012	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	03/11/2012	18/11/2012	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.007	03/11/2012	18/11/2012	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.029	03/11/2012	18/11/2012	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.304	03/11/2012	18/11/2012	51.081.866
TOTAL UE27			26.622	03/11/2012	18/11/2012	406.834.359
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	03/11/2012	18/11/2012	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	03/11/2012	18/11/2012	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	03/11/2012	18/11/2012	52.728.513
MK	Ancienne Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.056	03/11/2012	09/11/2012	1.678.404
IS	Islande	Capacent	502	03/11/2012	18/11/2012	252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	1.017	03/11/2012	15/11/2012	492.265
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.034	03/11/2012	15/11/2012	6.409.693
TOTAL			32.731	03/11/2012	18/11/2012	472.288.137